

Extrait de la motion votée à l'AG l'ADEMAT-H du 12 octobre 2018

1 – La Permanence Des Soins doit impérativement être maintenue et assurée dans de bonnes conditions au sein de l'établissement hospitalier de Remiremont, c'est-à-dire avec le maintien impératif des services de Médecine, de Chirurgie et d'Obstétrique et des moyens de fonctionnement afférents,

2 – Dans le cadre d'un schéma départemental de santé [...] le principe de maintien d'établissements hospitaliers dans chaque bassin de proximité doit être posé et affirmé comme tel.

3 – Les moyens financiers [...] doivent être à la hauteur des besoins d'une politique de santé de qualité et de proximité et non [...] combler des déficits artificiellement créés.

4 – Une politique de santé de qualité passe aussi par un maintien des emplois publics et des moyens humains qualifiés avec un objectif de maintien du nombre de lits nécessaires. [...]

5 – [...] (les défenseurs) de l'Hôpital et de la Maternité de Remiremont en appellent au respect :

- des personnes enceintes, malades ou blessées en besoin de soins hospitaliers ;

- des personnels de santé et en particulier des personnels hospitaliers qui ne peuvent être considérées comme des variables d'ajustement des budgets hospitaliers ;

- [...] (du) droit à l'information en temps et en heure [...] des élus ou des représentants mandatés

- des populations qu'ils représentent.

L'absence de respect (n'est) [...] pas la meilleure manière d'accompagner la mise en œuvre des politiques publiques et [...] d'une politique de santé qui doit viser au mieux-être collectif.

Contribution de l'ADEMAT-H au Grand Débat national (extraits)

Cette contribution est une synthèse des propositions issues des réunions publiques organisées à Le Ménil, La Bresse, Bussang, Rupt sur Moselle, Fougerolles, Le Val d'Ajol et Saint-Etienne les Rt, de décembre 2018 à mars 2019. Ce sont plus de 600 personnes qui y ont participé.

1 – Développer une politique de santé dans une approche globale d'un territoire spécifique

Les politiques publiques, et tout particulièrement la politique de santé publique, concernent en tout premier lieu les citoyens et les territoires où ils vivent. [...] Le projet de Territoire local doit être en capacité de préciser les spécificités vosgiennes (et les besoins en matière de santé) : bassin de vie partagé entre les Vosges méridionales et la Haute Saône, vallées de montagne, habitat dispersé parfois à plus de 10 kms du bourg centre, hameaux dans les écarts.

2 – Faire évoluer les organisations et les politiques publiques dans un cadre participatif : le débat et l'implication renforcent la démocratie locale et la cohésion nationale et territoriale.

[...] la qualité des soins ou l'amélioration du bien-être des populations est un objectif premier. La réduction des déficits de fonctionnement ou des investissements peuvent être nécessaires mais sous condition :

- de maintenir des réponses adaptées aux besoins locaux
- d'éviter d'ajouter des risques supplémentaires (routiers, sanitaires, environnementaux...)
- d'identifier clairement les responsabilités [...] (administratives et politiques) en cas de conséquences graves pour la santé ou la vie, imputables à la réorganisation du système et des services de santé.

3 – Informer, populariser et vulgariser toutes les informations et données

[...] Les associations, comme l'Ademat-h, jouent le rôle de veille et diffusent le plus objectivement possible les informations qu'elle va chercher et les met à disposition en toute transparence. La loi santé 2022 [...] prévoit mutualisation, fusion, regroupement au sein de grosses structures, éloignement des centres de décisions, volonté affichée de réduire des déficits alors que rien ne prouve que ces orientations conduisent à de réelles économies ; l'effet est [...] une détérioration des services rendus et un délitement de ce qui fonctionnait auparavant. [...] (Oui a) maintien d'un « centre hospitalier général » à 30 ou 35 mn maximum des fonds de vallées (non à un) hôpital de

proximité qui veut dire suppression de l'hôpital général.

La réorganisation des hôpitaux d'Epinal et de Remiremont a un impact sur tous les établissements de santé des Vosges et sur l'accès à des soins de qualité dans de bonnes conditions. Les risques pour la population n'ont pas été réellement évalués. [...]

4 – Remettre l'humain au centre des problématiques de santé

L'humain et sa santé dans un territoire de moyenne montagne très étendu, aux confins des Vosges, de l'Alsace et de la Franche-Comté, cela n'a pas de prix. [...] La santé fait partie du bien commun des femmes et des hommes qui font ensemble société. C'est donc une préoccupation éminemment politique qui concerne tout le monde et ne relève pas d'une approche exclusivement comptable et administrative.

5 – Afficher une ambition de développement territorial

La dimension territoriale et ses spécificités doivent être prises en compte dans toutes les politiques publiques de l'Etat et particulièrement dans les politiques de santé. [...] L'accueil et la formation des familles et des jeunes doivent être favorisés, tout comme les activités de filières : tourisme, construction, bois, agro écologie, agriculture de montagne, développement des circuits courts, textile, activités culturelles et de bien-être. Les services et la connexion au très haut débit sont aussi des moyens pour agir et proposer un vrai modèle de développement territorial.

6 – Imposer avec les élus locaux un moratoire sur les fermetures de services publics en milieu rural et en secteur de montagne

C'est la condition nécessaire pour construire un véritable contrat de cohésion sociale et territoriale à l'échelle du Pays de Remiremont avec un volet santé de type contrat territorial de santé [...]

7 – Construire un diagnostic territorial participatif et partagé

Le devenir des établissements hospitaliers des Vosges et de celui de Remiremont en particulier ne peut dépendre des seules autorités administratives ni des égos de certains praticiens de santé. Il doit résulter d'un projet construit sur le socle d'un diagnostic territorial participatif, réalisé en lien et en complémentarité avec le schéma départemental de santé du Conseil départemental. [...] L'Ademat-

h, forte de ses 2000 adhérents, est légitime pour y contribuer.

8 – Proposer un contrat territorial de santé dans un projet de territoire à l'échelle du bassin de vie

C'est une condition pour renforcer la cohésion territoriale. Ce contrat doit pouvoir être soumis au vote de toutes les instances représentatives et non pas seulement au conseil de surveillance des hôpitaux, [...] L'Etat doit revoir sa façon de travailler avec les territoires locaux pour cesser de décréter en haut et d'agir par ordonnances, alors que les patients ne comprennent et ne tolèrent plus les prescriptions .